



Le 12 juillet 2024

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Comité Régional Cgt Bretagne**

Le Comité Régional CGT Bretagne, réuni ce jour, porte l'exigence de respect du choix des urnes et sans délai, la prise en compte des attentes sociales et environnementales au plus haut niveau de l'Etat.

Si nous pouvons nous féliciter que le scénario catastrophe ait été déjoué par une mobilisation citoyenne à laquelle le mouvement syndical a clairement contribué, seules des réponses à la désespérance sociale peuvent apaiser les colères légitimes dans le pays comme dans notre région.

Ainsi, en Bretagne, aucun député d'extrême droite n'a été élu. Déjouant les pronostics en renvoyant ces candidats à leurs impostures, la population ne met pas seulement les élus devant leurs responsabilités, mais attend des réponses rapides et à la hauteur des enjeux de la période.

L'augmentation des salaires et des pensions, l'abrogation de la loi portant le recul de l'âge légal de départ en retraite, la reconstruction de services publics de plein exercice qui répondent aux besoins de la population, un aménagement du territoire qui ne renvoie pas la ruralité et les quartiers aux oubliettes, une vraie politique industrielle qui prenne en compte la dimension écologique, une protection sociale tout au long de la vie parce que construite sur le socle de la solidarité, une démocratie sociale qui apporte enfin des réponses concrètes aux transitions qui s'opèrent déjà... autant de sujets sur lesquels nous exigeons que cesse la culture du déni, voire du mépris, de trop nombreux pouvoirs publics.

Dans une région où plusieurs sites industriels sont menacés, où les salaires sont significativement à la traîne et, aussi grave, où les conditions de travail restent la cause de trop nombreux accidents voire de drames, l'urgence est à la réponse aux revendications dans les entreprises ou services et à la prise en compte de propositions en rupture avec les politiques menées jusqu'ici.

Enfin, la maîtrise des horloges ne signifie pas de s'accrocher aux vieilles lunes. Très clairement la dernière expression du Président oublie la République : celle qu'à plusieurs reprises dans l'histoire, la CGT a contribué, avec d'autres, à sauver. Prendre acte du résultat des urnes et dépasser tout ce qui s'apparenterait à un coup de force antidémocratique est aujourd'hui une urgence.

En responsabilité et à la place d'organisation syndicale qui est la sienne, la CGT réaffirme la nécessité de concilier la réponse aux attentes immédiates et la construction du progrès social dont le programme du nouveau front populaire est porteur d'espoir.

C'est pourquoi, partout dans la période, la CGT poursuit sa démarche de proximité sur les lieux de travail, en direction des saisonniers, mais aussi dans les festivals cet été en Bretagne, sans oublier les initiatives à construire dans l'unité la plus large.

Ainsi, dès le 18 juillet date de l'installation de l'Assemblée Nationale nouvellement élue, des rassemblements s'organisent devant plusieurs préfectures afin que soit entendue non seulement par les nouveaux députés mais surtout jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, la nécessité de répondre enfin aux exigences du monde du travail.